

d'une corporation municipale régie par cette loi, peut émettre des lettres patentes modifiant la charte de cette corporation, en y remplaçant certaines dispositions par celles de la Loi des cités et villes qui y correspondent;

ATTENDU QUE le conseil de la ville de Sainte-Dorothée, par sa requête en date du 28 novembre 1962, demande que des lettres patentes soient émises en sa faveur à l'effet de modifier sa charte en remplaçant l'article 29 du chapitre 114 de la Loi 7-8 Elizabeth II par l'article 26A de la Loi des cités et villes;

ATTENDU QUE toutes les formalités prescrites par la loi ont été remplies;

ATTENDU qu'il est opportun de se rendre à cette demande,

À CES CAUSES, de l'avis et du consentement de Notre Conseil Exécutif, exprimés dans un décret portant le numéro 46, en date du 9 janvier 1963, Nous accordons la requête du conseil de la ville de Sainte-Dorothée, en date du 28 novembre 1962, et Nous déclarons et ordonnons, par les présentes lettres patentes qui entreront en vigueur à compter de la date de leur publication dans la *Gazette officielle de Québec*, que les dispositions ci-haut mentionnées de la charte de la ville de Sainte-Dorothée soient remplacées par les dispositions correspondantes dans la Loi des cités et villes, le tout conformément aux dispositions du paragraphe 2 de l'article 2 de ladite Loi des cités et villes (Statuts refondus, 1941, chapitre 233).

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre province de Québec;

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable PAUL COMTOIS, C.P., lieutenant-gouverneur de Notre province de Québec.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, en Notre cité de Québec, de Notre province de Québec, ce trentième jour de janvier en l'année mil neuf cent soixante-trois de l'ère chrétienne et de Notre Règne la onzième année.

Par ordre,

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

Avis est par les présentes donné que ces lettres patentes entreront en vigueur à compter de cette publication.

Le Sous-ministre des Affaires municipales,
2059-o JEAN-LOUIS DOUCET, C.R.

Ville de Thurso

Canada,
Province de
Québec.
[L. S.]
PAUL COMTOIS

ELIZABETH DEUX, par la grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni du Canada et de ses autres royaumes et territoires, Chef du Commonwealth, défenseur de la foi.

À tous ceux qui ces présentes lettres verront ou qu'icelles pourront concerner,

SALUT.

Lettres patentes

ATTENDU QUE sous l'autorité de la Loi des cités et villes (Statuts refondus, 1941, chapitre 233), le conseil municipal du village de Thurso, dans

of a municipal corporation governed by this act, may issue letters patent amending the charter of this corporation, by replacing certain provisions by those of the Cities and Towns Act corresponding thereto;

WHEREAS the council of the town of Sainte-Dorothée, by its petition dated November 28, 1962, requests that letters patent be issued in its favour in view of amending its charter by replacing section 29 of chapter 114 of the Act 7-8 Elizabeth II by section 26A of the Cities and Towns Act;

WHEREAS all the formalities prescribed by the act have been fulfilled;

WHEREAS it is deemed expedient to comply with this request.

THEREFORE, with the advice and consent of Our Executive Council, expressed in a decree bearing number 46, dated January 9, 1963, We grant the request of the Council of the town of Sainte-Dorothée, dated November 28, 1962, and We declare and ordain by these present letters patent which shall enter into force from and after the date of their publication in the *Quebec Official Gazette*, that the provisions above mentioned of the charter of the town of Sainte-Dorothée be replaced by corresponding provisions in the cities and towns act, the whole in accordance with the provisions of paragraph 2 of section 2 of the said cities and towns act, (Revised Statutes, 1941, chapter 233).

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our letters to be made patent, and the Great Seal of the Province of Québec, to be hereunto affixed;

WITNESS: Our Right Trusty and Well Beloved The Honourable PAUL COMTOIS, P.C., Lieutenant-Governor of Our Province of Québec.

Given at Our Government House, in Our city of Québec, in Our Province of Québec, this thirtieth day of January, in the year of Our Lord, one thousand nine hundred and sixty-three and in the eleventh year of Our Reign.

By command,

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

Notice is hereby given that these letters patent shall enter into force from and after this publication.

JEAN-LOUIS DOUCET, Q.C.,
2059 Deputy Minister of Municipal Affairs.

Town of Thurso

Canada,
Province of
Québec.
[L. S.]
PAUL COMTOIS

ELIZABETH THE SECOND, by the Grace of God, of the United Kingdom, Canada and Her other Realms and Territories, Queen, Head of the Commonwealth, Defender of the Faith.

To all to whom these present letters shall come or whom the same may concern,

GREETING.

Letters Patent

WHEREAS under the authority of the Cities and Towns Act, (Revised Statutes, 1941, Chapter 233), the municipal Council of the Village of

le comté de Papineau, Nous a présenté, conformément à une résolution régulièrement adoptée à sa session du 9 octobre 1962, une requête demandant que le territoire de ladite municipalité du village de Thurso, tel que décrit dans la description officielle du ministère des terres et forêts, en date du 7 décembre 1962, soit érigé en une municipalité de ville;

ATTENDU que la population de la municipalité du village de Thurso est de trois mille quatre cent vingt et une âmes;

ATTENDU qu'en vertu des dispositions de l'article 12 de la Loi des cités et villes, le lieutenant-gouverneur en conseil peut ériger, par lettres patentes, le territoire d'une municipalité régie par le Code municipal de la province de Québec en municipalité de ville s'il contient une population d'au moins deux mille âmes;

ATTENDU qu'il y a lieu de faire droit à cette requête du conseil municipal du village de Thurso.

À CES CAUSES, Sachez que, du consentement et de l'avis de Notre Conseil Exécutif, exprimés dans un décret portant le numéro 76, en date du 16 janvier 1963, et conformément aux dispositions de la Loi des cités et villes, Nous avons décrété et ordonné et, par les présentes, décrétons et ordonnons:

Que le territoire suivant, à savoir:

Le territoire actuel de la municipalité du village de Thurso, comté de Papineau, comprenant en référence au cadastre officiel dudit village, les lots et leurs subdivisions présentes et futures, ainsi que les chemins, rues, ruelles, emprises de chemin de fer, rivières, cours d'eau ou parties d'iceux, renfermés dans les limites suivantes, à savoir: Partant du point d'intersection de la rive gauche de la rivière Outaouais avec la ligne ouest du lot 26; de là, successivement, les lignes et démarcations suivantes: la dite ligne ouest du lot 26 traversant un petit lac et la ligne ouest du lot 27; le côté sud de la rue de La Reine en allant vers l'ouest jusqu'au prolongement de la ligne ouest du lot 310; ledit prolongement et ladite ligne se prolongeant dans la ligne ouest du lot 312 (emprise de chemin de fer du Canadien Pacifique) et allant vers le nord jusqu'à la ligne nord du lot 310; la ligne nord des lots 310, 309, 42 et 307, la dernière prolongée dans un chemin public jusqu'à la ligne nord du lot 29; la ligne nord des lots 29 et 28; la ligne est du lot 28 se prolongeant dans la ligne est du lot 312 (emprise de chemin de fer du Canadien Pacifique) traversant la rue de La Reine et allant vers le sud jusqu'à la ligne sud du lot 28; la ligne est du lot 1 prolongée dans la rivière Outaouais jusqu'à la ligne inter-provinciale Québec-Ontario; ladite ligne interprovinciale Québec-Ontario en allant vers le sud-ouest jusqu'au prolongement de la ligne ouest du lot 26; ledit prolongement jusqu'au point de départ; lequel territoire soit érigé en une municipalité de ville sous le nom de « Ville de Thurso »;

Que le conseil de cette municipalité soit composé d'un maire et de six échevins;

Que l'endroit de la première session générale du conseil de cette municipalité soit le lieu connu comme étant la salle municipale de « Ville de Thurso ».

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre province de Québec;

TEMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable PAUL COMTOIS, C.P., lieutenant-gouverneur de Notre province de Québec.

Thurso, in the county of Papineau, has presented to us, pursuant to a resolution adopted in the regular manner at its session of October 9, 1962, a request asking that the territory of the said municipality of the Village of Thurso, as described in the official description of the Department of Lands and Forests, dated December 7, 1962, be erected into a Town Municipality;

WHEREAS the population of the municipality of the Village of Thurso is three thousand four hundred and twenty-one;

WHEREAS, under the provisions of section 12 of the Cities and Towns Act, the Lieutenant-Governor in Council may erect, by letters patent, the territory of a municipality governed by the municipal Code of the province of Quebec, into a town municipality if it has a population of at least two thousand;

WHEREAS it is deemed expedient to grant this request of the municipal Council of the Village of Thurso;

THEREFORE, Know Ye that, with the consent and upon the advice of our Executive Council, expressed in a decree bearing number 76, dated January 16, 1963, and pursuant to the provisions of the Cities and Towns Act, We have decreed and ordained, and do hereby decree and ordain:

THAT the following territory, to wit:

The present territory of the municipality of the Village of Thurso, county of Papineau, comprising, with reference to the official cadaster of said village, the lots and their present and future subdivisions, as well as the roads, streets, lanes, railroad rights-of-way, rivers, water courses or parts of the same enclosed within the following boundaries, to wit: starting at the point of intersection of the left bank of the Outaouais River with the west line of lot 26; thence, successively, the following lines and demarcations: the said west line of lot 26; crossing a small lake and the west line of lot 27; the south side of de La Reine St., going towards the west as far as the extension of the west line of lot 310; the said extension and the said line extending across the west line of lot 312 (Canadian Pacific Railroad right-of-way) going towards the north as far as the north line of lot 310; the north line of lots 310, 309, 42 and 307, the latter extended along the public road as far as the north line of lot 29; the north line of lots 29 and 28; the east line of lot 28, extending along the east line of lot 312 (Canadian Pacific Railroad right-of-way) crossing de La Reine St., and going towards the south as far as the south line of lot 28; the east line of lot 1 extended along the Outaouais River as far as the Quebec-Ontario interprovincial line; the said Quebec-Ontario interprovincial line going towards the south-west as far as the extension of the west line of lot 26; the said extension as far as the starting point; which territory will be erected into a Town municipality under the name of "Town of Thurso";

THAT the Council of this municipality be composed of a Mayor and six aldermen;

THAT the place where the first general session of the Council of this municipality be the place known as being the municipal hall of the "Town of Thurso".

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these our letters to be made patent, and the Great Seal of Our Province of Québec to be hereunto affixed;

WITNESS: Our Right Trusty and well-Beloved, the Honourable PAUL COMTOIS, P.C., Lieutenant-Governor of Our Province of Québec.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, en Notre cité de Québec, de Notre province de Québec, ce onzième jour de février en l'année mil neuf cent soixante-trois de l'ère chrétienne et de Notre Règne la douzième année.

Par ordre,

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

Avis de l'émission des lettres patentes ci-dessus est donné conformément aux dispositions de l'article 15 de la Loi des cités et villes (S.R.Q., 1941, chapitre 233.)

Le Sous-ministre des Affaires municipales,
2059-o JEAN-LOUIS DOUCET, C.R.

Given in Our Parliament Buildings, in Our City of Quebec, in Our Province of Quebec, this eleventh day of February, in the year of Our Lord one thousand nine hundred and sixty-three and in the twelfth year of Our Reign.

By command,

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

Notice of the issuing of the above letters patent is given pursuant to the provisions of section 15, of the Cities and Towns Act (R.S.Q. 1941, chapter 233).

JEAN-LOUIS DOUCET, Q.C.,
2059 Deputy Minister of Municipal Affairs.

Département de l'Instruction publique

Paroisse de St-Flavien

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de la « Paroisse de St-Flavien », dans le comté de Lotbinière, les lots 180, 181 et 183 du cadastre officiel de la paroisse de St-Flavien, pour les annexer à la municipalité scolaire de St-Agapitville, dans le même comté.

Québec, le 1er février 1963.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
O.-J. DESAULNIERS.

1977-6-2-o 1303-62

Val St-Jean Diss.

Avis est par la présente donné que je me propose, en vertu des dispositions de l'article 110, du chapitre 59, des Statuts refondus de Québec, 1941, d'abolir la corporation des syndics d'écoles pour la municipalité de Val St-Jean, dans le comté de Gatineau.

Québec, le 4 février 1963.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
O.-J. DESAULNIERS.

1982-6-3-o 1338-62

Paroisse de Ste-Julienne

Demande est faite d'annexer le territoire actuel de la commission scolaire de la paroisse de Ste-Julienne, dans le comté de Montcalm, à la municipalité scolaire du village de Ste-Julienne, dans le même comté.

Québec, le 4 février 1963.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
O.-J. DESAULNIERS.

1998-6-2-o 620-62

Bienville

Il a plu au lieutenant-gouverneur, par arrêté en conseil No 134, en date du 29 janvier 1963, de changer le nom de la municipalité scolaire du village de Bienville, dans le comté de Lévis, en celui de « Bienville », dans le même comté.

Ce changement prendra effet le 24 février 1963.

Québec, le 7 février 1963.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
O.-J. DESAULNIERS.

Department of Education

Parish of St-Flavien

Application is made to detach from the school municipality of the "Parish of St-Flavien", in the county of Lotbinière, lots 180, 181 and 183 of the official cadaster of the parish of St-Flavien, to annex them to the school municipality of St-Agapitville, in the same county.

Québec, February 1, 1963.

O.-J. DESAULNIERS,
Superintendent of Education.

1977-6-2 1303-62

Val St-Jean Diss.

Notice is hereby given that I intend, pursuant to the provisions of section 110, of chapter 59, of the Revised Statutes of Quebec, 1941, to abolish the corporation of school trustees for the municipality of Val-St-Jean, in the county of Gatineau.

Québec, February 4, 1963.

O.-J. DESAULNIERS,
Superintendent of Education.

1982-6-3 1338-62

Parish of Ste-Julienne

Application is made to annex the present territory of the school commission of the parish of Ste-Julienne, in the county of Montcalm, to the school municipality of the village of Ste-Julienne in the same county.

Québec, February 4, 1963.

O.-J. DESAULNIERS,
Superintendent of Education.

1998-6-2 620-62

Bienville

His Honour, the Lieutenant-Governor, by Order in Council No. 134, dated January 29, 1963, has been pleased to change the name of the school municipality of the village of Bienville, in the county of Lévis, into that of "Bienville", in the same county.

This change will take effect on February 24, 1963.

Québec, February 7, 1963.

O.-J. DESAULNIERS,
Superintendent of Education.